DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 23

27 juin 2001

L'ACCORD EURO-MEDITERRANEEN D'ASSOCIATION ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET L'EGYPTE

L'Accord d'association avec l'Egypte a été signé le 25 juin à Luxembourg par le Commissaire européen responsable des Relations extérieures, Chris Patten, le Ministre suédois des Affaires étrangères Anna Lindh en tant que Président du Conseil des ministres de l'UE, les Ministres des Affaires étrangères des autres Etats membres de l'UE, et par le Ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Maher El Sayed. Il avait été paraphé le 26 janvier à Bruxelles.

Au nom de la Présidence, Mme Lindh a déclaré que "la signature de l'Accord est un événement très important que nous saluons. En plus de sa signification commerciale, économique et sociale, l'Accord est particulièrement important politiquement. Nous espérons maintenant que le processus de ratification se déroulera rapidement, afin que l'Accord puisse entrer en vigueur le plus vite possible".

Le Commissaire Patten a déclaré que c'était un bon accord pour toutes les parties en cause parce qu'il aidera l'économie égyptienne à relever le défi de la mondialisation et des réformes dans le contexte d'une relation économique et politique privilégiée avec l'UE; en outre cela donnera une nouvelle profondeur aux relations de l'UE avec un partenaire-clé. Cela veut dire que le dispositif des Accords d'association euro-méditerranéens se trouve maintenant en place dans une large mesure, ce qui est une bonne nouvelle pour le Processus de Barcelone dans son ensemble.

Anthony Smallwood est chargé de l'Egypte à la Direction générale des Relations extérieures de la Commission européenne. Le Dossier Spécial Euromed lui a demandé ce que la signature de l'Accord d'association signifiait pour l'Egypte et pour le Processus de Barcelone dans son ensemble.

La signature de cet Accord peut-elle avoir un effet stimulant sur le Processus de Barcelone dans son ensemble et sur le Machrek en particulier?

Absolument. La famille d'Accords d'association entre l'UE et les Partenaires méditerranéens fournit la structure bilatérale concrète du Processus de Barcelone et cette structure est maintenant presque achevée. La signature avec l'Egypte signifie maintenant également qu'il existe une masse critique d'Accords signés à la fois dans le Machrek et dans le Maghreb. C'est un élément important si l'on veut que "Barcelone" avance de façon cohérente dans toute la région euro-méditerranéenne.

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 23

27 juin 2001

L'ambassadeur d'Egypte auprès de l'UE, Raouf Saad, a déclaré que l'Accord d'association transformait les relations entre l'UE et l'Egypte, en les faisant passer d'un rapport donateur-bénéficiaire à un partenariat au sens plein du terme. Pouvez-vous expliquer comment?

Les relations bilatérales étaient auparavant couvertes par l'Accord de coopération de 1978 et une série de quatre protocoles connexes. Je ne suis pas sûr que je qualifierais ceux-ci de "donateur-bénéficiaire" parce qu'il y a toujours eu un très haut degré d'appropriation de l'Egypte sur les programmes qui en ont découlé. Mais la région et les deux parties à l'Accord ont changé à s'y méprendre depuis lors et il était grand temps d'établir une relation différente et plus égale. Le Processus de Barcelone et le nouvel Accord d'association en fournissent le fondement, bien qu'il appartienne aux deux parties de faire fonctionner tout cela.

L'Accord entrera probablement en vigueur dans deux ou trois ans. Que peut-on faire en attendant, pour stimuler les relations entre l'Egypte et l'UE?

La ratification de l'accord signé, par le Parlement européen et par les Parlements de l'Egypte et des Etats membres de l'UE, peut effectivement prendre plusieurs années. Mais il est signé et c'est d'une importance fondamentale puisque cela veut dire que les deux parties ont maintenant dépassé la phase de négociation et travaillent ensemble dans l'esprit de l'Accord. Dans certains cas les parties de l'accord qui relèvent entièrement de la compétence de la Communauté européenne peuvent être activées plus tôt, sous la forme d'un Accord intérimaire, mais cela n'a pas été discuté jusqu'ici.

Alors que l'Egypte a déjà conclu des accords de libre-échange avec la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, comment cet Accord d'association peut-il faciliter l'intégration sous-régionale?

L'accord "d'Agadir" auquel vous faites référence est un événement très intéressant et positif; il en est de même des autres initiatives de libre-échange dans lesquelles l'Egypte est impliquée – par exemple le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Grande zone arabe de libre-échange (GAFTA). L'Accord d'association contribuera certainement à stimuler l'intégration sous-régionale étant donné qu'il va en sous-tendre beaucoup de pièces essentielles, comme les règles communes d'origine et les mécanismes de cumul. Mais les Accords sont des accords mixtes, pas seulement économiques; ainsi le potentiel de coopération sous-régionale et sud-sud va au-delà de la construction d'une zone de libre-échange.

Peut-on s'attendre à voir se développer le commerce avec l'UE et les investissements en provenance de l'UE à la suite de l'Accord?

L'Accord ne va pas par lui-même stimuler le commerce ou l'investissement intérieur mais il signifie que les réformes nécessaires pour stimuler les deux vont avoir lieu dans le contexte d'une relation économique et politique privilégiée entre la plus grande économie du Maghreb-Machrek et le plus grand marché intérieur du monde. Je ne doute pas non plus que les investisseurs interpréteront cette signature comme un signe d'un engagement crédible de l'Egypte à créer un environnement constructif pour les entreprises internationales.

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 23

27 juin 2001

Le Programme de modernisation industrielle de l'Egypte (IMP) se met actuellement en place pour prendre la suite du Programme de développement du secteur privé (PDSP). Comment peut-on faire agir l'IMP et l'Accord d'association de façon complémentaire en direction du même but?

Les objectifs de l'IMP, à savoir la promotion d'un secteur privé moderne en Egypte, sont en pleine cohérence avec l'Accord d'association. Il est même essentiel, pour qu'il réussisse, que les entreprises égyptiennes s'adaptent aux réalités de la mondialisation et aux exigences des consommateurs nationaux et internationaux. Après un démarrage très lent, nous espérons que l'IMP commencera bientôt à avoir un impact réel sur ce processus.

L'attribution de fonds MEDA à l'Egypte va-t-elle se trouver modifiée maintenant que l'Accord est signé?

Les fonds MEDA sont attribués "à titre indicatif" sur la base de critères qui ne reflètent pas seulement la dimension des pays concernés, mais aussi des questions comme les résultats de la programmation, l'utilisation réelle des fonds dans le cadre d'engagements précédents et le contexte des réformes. Ainsi la signature d'un accord déjà paraphé n'aura pas le rapport direct avec les subventions que vous soutenez. Mais il ne fait aucun doute que la priorité de MEDA II sera donnée aux mesures de soutien à la mise en oeuvre des Accords d'association signés. Ainsi un accord non signé aurait pu poser des questions quant au niveau d'engagement vis-à-vis des buts du Processus de

Barcelone. Mais c'est une considération théorique.

Quel est le rôle de la Banque européenne d'investissement (BEI) en Egypte dans le cadre de MEDA?

Enorme. La BEI a un grand rôle à jouer avec ses propres fonds et la Commission soutient, avec des fonds MEDA, certaines actions importantes déjà décidées dans les domaines de l'environnement et du capital-risque. Ce n'est pas par hasard que la BEI a choisi, pour son Conseil d'administration, de tenir la première réunion annuelle du nouveau millénaire en Egypte.

Quel impact peut avoir l'Accord d'association sur le troisième volet de Barcelone en Egypte? Qu'en est-il de l'impact social de la libéralisation et l'Accord peut-il promouvoir le développement d'une "société civile" et d'ONG en Egypte?

Nous ne pouvons pas prendre le risque de laisser marginaliser les activités du troisième volet dans la programmation MEDA avec l'Egypte. Les sommes nécessaires sont relativement modestes mais leur contribution à la qualité de la relation et aux objectifs de Barcelone est considérable. L'Egypte est une importante économie en transition et ses habitants ont des ambitions économiques et sociales semblables à celles de leurs homologues de l'UE. L'Accord respecte ce fait et l'accord-cadre bilatéral prévoit de rendre cet élément opérationnel sous la forme d'une programmation concrète.

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 23

27 juin 2001

LES RELATIONS UE-EGYPTE EN CHIFFRES

Avec une population estimée à 68,5 millions d'habitants en 2000, l'Egypte est l'un des pays les plus peuplés de la zone méditerranéenne. Elle avait un PIB par tête de 1.243 euros en 1999, l'un des plus faibles parmi les douze Partenaires méditerranéens de l'UE. La croissance réelle du PIB était estimée à 5,9% en 2000 et à 5,8 % en 1999 – l'un des taux de croissance les plus élevés de la région. Les prévisions indiquent une accélération de la croissance pour cette année et l'an prochain.

Plus de la moitié du PIB provient des services; plus d'un tiers est fourni par l'industrie et le reste trouve son origine dans l'agriculture. L'inflation est tombée à 3,1% en 1999, mais elle a remonté depuis l'an dernier et cette tendance devrait se poursuivre.

L'UE est de loin le principal partenaire commercial de l'Egypte. En 1999, 36% des importations du pays provenaient de l'UE et 35% de ses exportations avaient pour destination l'UE. Pour l'Union européenne, l'Egypte est le 24^e marché d'exportation et le 41^e fournisseur. Les exportations de l'UE vers ce pays se sont accrues au cours des dernières années tandis que les exportations égyptiennes vers l'Union européenne ont diminué peu à peu. De ce fait, le déficit commercial de l'Egypte s'est envolé, ce qui met la monnaie nationale sous pression. En 1999 le déficit commercial de l'Egypte avec le reste du monde se chiffrait à 11,66 milliards d'euros, dont près de la moitié avec l'UE.

Les principales importations de l'UE en provenance d'Egypte sont le pétrole et les produits pétroliers; les textiles et l'habillement prennent la deuxième place. Parmi les importations égyptiennes en provenance de l'UE, les machines viennent en tête, suivies par les produits chimiques.

L'Egypte est un grand bénéficiaire de la coopération financière de l'UE. Une somme de 698,7 millions d'euros a été engagée au titre du programme MEDA pendant la période 1995-2000, y compris un montant de 685,8 millions d'euros de 1995 à 1999. Pendant ces cinq années, 320,8 millions d'euros ont été dépensés pour le soutien à la transition économique et 365 millions d'euros pour le soutien à l'équilibre socio-économique. En outre, la Banque européenne d'investissement (BEI) a octroyé des prêts d'un montant total de 1.348,15 millions d'euros durant la période 1992-2000. La BEI a également accordé des facilités de financement à l'Egypte pour plus de 30 millions d'euros vers le début de l'année.

Parmi les grands programmes financés actuellement en Egypte dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, on peut mentionner le Programme de modernisation industrielle – 250 millions d'euros – qui est le programme le plus important financièrement au sein de MEDA, et la deuxième phase du Fonds social pour le développement, généralement considéré comme l'une des principales réussites de MEDA. Le programme MEDA a également apporté des contributions majeures au Programme d'amélioration de la qualité de l'enseignement – 100 millions d'euros – et au Programme de réforme du secteur de la santé – 110 millions d'euros.